

Communiqué

Question Orale sans débat de Régis Juanico à Alain Marleix, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et aux collectivités locales : projet de déménagement du Groupement départemental de Gendarmerie de la Loire à Saint-Etienne

Projet de regroupement des services de gendarmerie et de police nationale dans le quartier du Soleil : le ministre confie une expertise technique et budgétaire au Préfet de la Loire

Mme la présidente. La parole est à M. Régis Juanico, pour exposer sa question, n°809.

M. Régis Juanico. Monsieur le secrétaire d'État à l'intérieur et aux collectivités territoriales, depuis plus de cinq ans, le groupement de gendarmerie départemental de la Loire travaille avec la municipalité de Saint-Étienne sur un projet de construction de locaux neufs et adaptés. La direction générale de la gendarmerie nationale a ainsi agréé une implantation dans le quartier du Soleil, à Saint-Étienne. À cet effet, ÉPORA – Établissement public foncier de l'ouest Rhône-Alpes – s'est rendu acquéreur, en octobre 2009, d'un terrain de 30 000 m², au nord de la gare de Châteaureux, au cœur du périmètre d'intérêt national de l'EPASE, l'Établissement public d'aménagement de Saint-Étienne. Ce terrain doit être requalifié et dépollué d'ici à la fin du premier semestre 2010. Hélas, les procédures d'acquisition foncière ont été retardées par les contentieux juridiques engagés par le particulier propriétaire du terrain, et les crédits initialement programmés dans les budgets de la gendarmerie nationale pour cette opération immobilière, d'un montant de 10 millions d'euros, ne sont plus disponibles.

Aujourd'hui, ce projet prend une dimension nouvelle, avec l'opportunité de regrouper sur un même site les services de la gendarmerie et de la police nationale. Le site proposé bénéficie d'un accès très aisé grâce aux réseaux autoroutier et urbain, ainsi qu'aux transports collectifs.

Le regroupement des deux forces de sécurité sur un même site à Saint-Étienne constituerait une véritable innovation, puisqu'il s'agirait du premier projet de ce type en France. Sa mise en œuvre pourrait intervenir dans un délai bref, compte tenu de la maîtrise totale du foncier et de la présence d'un aménageur national. Une première étude de faisabilité permet de démontrer que le site peut accueillir l'ensemble du programme correspondant aux besoins exprimés à la fois par la gendarmerie et par la police.

Le regroupement de ces dernières sur un seul et même site permettrait de mutualiser un certain nombre de fonctions communes, dans un souci d'efficacité, de complémentarité et d'équilibre entre les deux forces de l'ordre : mise en commun de divers locaux à usage d'accueil, de réunions, cour d'honneur, garages. Outre les économies engendrées, cette mutualisation permettra de consacrer un maximum de moyens aux fonctions opérationnelles des deux forces de sécurité sur le terrain.

Monsieur le secrétaire d'État, pouvez-vous m'indiquer si vous êtes favorable à ce projet novateur et, le cas échéant, quel type de financement de l'État nous pourrions mobiliser pour réaliser cette cité de la sécurité intérieure à Saint-Étienne ?

Mme la présidente. La parole est à M. Alain Marleix, secrétaire d'État à l'intérieur et aux collectivités territoriales.

M. Alain Marleix, *secrétaire d'État à l'intérieur et aux collectivités territoriales*. Monsieur le député, je vous prie également de bien vouloir excuser l'absence du ministre de l'intérieur. Vous l'interrogez sur le devenir des emprises immobilières actuellement occupées par la gendarmerie et la police nationales à Saint-Étienne. Celles-ci disposent actuellement de cinq emprises sur la commune de Saint-Étienne et à sa périphérie proche.

En 2002, la dégradation de l'état de certaines casernes a conduit la gendarmerie à élaborer un schéma de regroupement de ses unités. Des études préalables ont ainsi été menées sur une parcelle localisée sur le site de Châteaureux, à proximité de la gare de Saint-Étienne. Le coût du projet, en intégrant les logements, les hébergements ainsi que les locaux de service, a été estimé à 35 millions d'euros, ce qui représente un financement important.

Deuxièmement, en parallèle, une réflexion portant sur une éventuelle localisation des deux forces de sécurité intérieure sur le site de Châteaureux a effectivement été engagée au niveau local. Ce nouveau projet pourrait, le cas échéant, présenter des avantages en termes de mutualisation des fonctions logistiques et opérationnelles de la gendarmerie et de la police nationale. Néanmoins, une expertise approfondie est nécessaire tant au plan technique qu'au plan budgétaire. Les contours d'une telle opération, à la fois novatrice et particulièrement complexe, doivent en effet être précisés, tout comme l'évaluation des coûts, immédiats et à long terme.

Troisièmement, de nombreuses actions sont d'ores et déjà entreprises afin de mutualiser certaines fonctions communes à la police et à la gendarmerie nationales, tant dans le domaine opérationnel qu'en ce qui concerne le soutien logistique, dans le respect du fonctionnement de chacune des deux forces de sécurité, avec notamment la création d'unités spécialisées communes, la multiplication des marchés communs, la mutualisation des structures logistiques, ou encore la formation commune de certaines catégories de personnels.

Quatrièmement, enfin, pour ce qui est du projet de Châteaureux, je tiens à vous assurer, monsieur le député, que vous ne manquerez pas d'être tenu informé par le préfet de la Loire du résultat de l'étude technique et budgétaire approfondie actuellement menée. Nous aurons l'occasion d'évoquer à nouveau, ensemble, l'évolution de ce dossier très important.